

~~TV~~  
~~CC~~  
AM  
AA

LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE  
DANS LA PERSPECTIVE SOVIETIQUE

par Rolf Sannwald

Office Statistique des Communautés européennes

Bruxelles

I. L'idéologie soviétique

Depuis le printemps 1962, la C.E.E. est devenue l'objet d'attaques violentes de la part des Soviets. Il n'est pas étonnant que ces attaques aient commencé précisément à cette époque, car quelques mois plus tôt le Conseil de ministres avait fixé les principes d'une politique agricole commune, accomplissant ainsi un pas vers l'intégration globale. Il avait déclaré en même temps que la première étape de la période de transition du Marché commun était achevée et avait décidé de fixer au 1er janvier 1962 le début de la deuxième étape. Ces progrès décisifs venaient couronner les succès que la C.E.E. avait obtenus depuis son institution dans la plupart des secteurs de son activité. Ils ont contribué à renforcer dans une grande mesure l'attraction exercée par la C.E.E. sur d'autres pays.

Tous ces faits étaient en contradiction flagrante avec les pronostics des idéologues soviétiques. L'essor économique des six pays de l'Europe occidentale cadrait mal avec l'image du capitalisme en proie à la décomposition croissante. La formation d'un potentiel économique unique et puissant en Europe occidentale menaçait de contrarier les plans de l'Union soviétique en matière de politique mondiale. L'Union soviétique et les autres Etats du bloc oriental se rendaient compte en outre que leur position dans les négociations commerciales avec l'Europe occidentale se détérioraient à vue d'oeil. Ils ne disposaient pas, en effet, d'antidotes efficaces dans le secteur économique. D'où la campagne bruyante menée contre la C.E.E. : ce qui semblait alors une offensive de grande envergure n'était en vérité qu'une défensive.

Have  
Copies  
for landing  
East bloc

L'interruption des négociations en vue de l'adhésion de la Grande-Bretagne semble avoir procuré une pause nécessaire aux hommes politiques soviétiques et à ceux de l'Europe orientale. L'agitation des publicistes a en tout cas notablement diminué depuis la conférence de presse du Président de la République française.

Les délibérations dans les différents comités du Comecon sont devenues d'autant plus intenses. Les résultats de l'activité déployée pendant quatorze ans par cette organisation ne sont pas des plus brillants. On admet aujourd'hui ouvertement que la division internationale du travail dans le bloc oriental ne s'est développée que d'une façon extrêmement faible en comparaison avec l'Europe occidentale. Bien que la fusion des économies planifiées de l'Europe orientale ait ses lois propres qui agissent en faveur d'une coordination plus intense, on ne peut douter que les progrès rapides enregistrés par l'intégration de l'Europe occidentale n'aient eu un effet persistant sur les Etats du Comecon. La preuve en est la convocation urgente du Comecon en session extraordinaire au début de la campagne soviétique contre la C.E.E.

On peut se demander pourquoi les effets directs du fonctionnement du Marché commun sur les Etats du bloc oriental n'ont retenu l'attention des services officiels que depuis un an environ. Il est manifeste que les dirigeants soviétiques, se fiant à la justesse de leur interprétation de l'histoire, se sont contentés pendant des années de considérer l'intégration de l'Europe occidentale du point de vue dogmatique. Ce n'est qu'à partir du moment où ils ont reconnu que l'évolution de la fusion des six Etats de l'Europe occidentale exigeait, en s'écartant de la doctrine, une appréciation réaliste au point de vue politique, que leur tactique s'est modifiée.

L'analyse soviétique du système économique et social du monde occidental et de l'intégration de l'Europe de l'Ouest en particulier est fondée sur la théorie léniniste de l'impérialisme. Selon cette théorie, la crise générale du capitalisme, qui affecte tous les domaines du système, l'économie aussi bien que la politique, a commencé avec la première guerre mondiale et la révolution soviétique d'octobre.

.../...

La base en est, d'une part, la décomposition croissante du système capitaliste de l'économie mondiale et, d'autre part, l'accroissement de la puissance économique des pays détachés du système capitaliste. La division du monde en deux systèmes - capitaliste et socialiste - et la lutte qu'ils se livrent entre eux, la crise du système colonial de l'impérialisme, l'aggravation des problèmes du marché et, corrélativement, l'utilisation insuffisante, devenue chronique, des entreprises et le chômage chronique, en sont les caractéristiques principales.

On parle de l'impérialisme comme d'un capitalisme mourant. A ce stade final de son développement, les contradictions inhérentes au système capitaliste s'accroissent jusqu'à l'extrême. Il en est ainsi en ce qui concerne notamment la contradiction fondamentale entre les forces productives et les conditions de production ou, en d'autres termes, entre le caractère social de la production et l'appropriation par le capital privé, donc également en ce qui concerne les contradictions qui en résultent entre le travail et le capital, entre les peuples opprimés des pays dépendants et les puissances impérialistes qui les exploitent, ainsi qu'en fin de compte entre les puissances impérialistes elles-mêmes.

En même temps, le capitalisme parvenu au stade de l'impérialisme entre inévitablement - comme l'exigent les pléonasmés rituels - dans l'ère de sa crise générale. La crise générale diffère des crises périodiques par le fait qu'elle affecte le système capitaliste en tant que tel, c'est-à-dire aussi bien l'économie que l'ensemble de la superstructure. Il ne s'agit ni d'un accident fortuit, ni du résultat d'une politique erronée de la bourgeoisie, mais d'une situation inéluctable, conforme aux lois du capitalisme au stade de sa décomposition et de sa désagrégation. On se trouve, en d'autres termes, en face d'un processus élémentaire qui, comme la ruse à l'ombre de la raison, s'accomplit à l'insu des humains. Pour cette raison, et selon l'idéologie soviétique, cette crise n'est pas provoquée par le mouvement communiste. L'existence du camp dit socialiste n'est qu'une condition extérieure, mais non la cause première de l'aggravation rapide des antagonismes inhérents au capitalisme.

.../...

La crise générale est divisée en plusieurs étapes, la première étant le détachement de la Russie tsariste du système capitaliste, alors que la deuxième s'est accomplie au cours de la deuxième guerre mondiale et a été marquée par la formation du camp des Etats socialistes de l'Europe et de l'Asie. Comme on le voit, les diverses étapes ont été caractérisées par l'évasion, consécutive à une guerre, de nouveaux membres du camp impérialiste. Le XXIIe Congrès du Parti, qui s'est tenu à la fin de l'année 1961, a estimé nécessaire de situer entre 1955 et 1960 le début de la troisième étape de la crise générale. La passage à cette étape se distingue fondamentalement du passage de la première à la deuxième étape. Il y a lieu en période de paix, ou du moins en période de guerre froide et non de conflits armés, et aucun nouveau membre n'a quitté jusqu'ici le camp impérialiste. A moins que l'on ne considère que Cuba soit dans cette situation, bien que, selon la doctrine, ce pays ne soit qu'une démocratie dite nationale et non une démocratie populaire.

D'une façon générale, la troisième étape est caractérisée par le fait que la compétition économique entre les deux systèmes joue, dans le "processus de la révolution mondiale", un rôle décisif, et a déjà provoqué une modification durable des rapports de forces au profit du socialisme. On mentionne notamment comme critère de différenciation, les trois processus suivants :

1. Le socialisme a remporté une victoire définitive et irréversible, non seulement en Union soviétique, mais également dans l'ensemble du système socialiste. Une restauration du système capitaliste est devenue impossible; bien plus, le capitalisme sera surpassé, dans un bref délai, à tous égards : dans la part qu'il prend à la production mondiale, dans la production par tête d'habitant, dans la productivité du travail, ainsi qu'en ce qui concerne le niveau de vie et le potentiel militaire.
2. Une modification d'ordre qualitatif est intervenue dans la crise du système colonial. Le système colonial s'écroule entièrement. La lutte pour le partage du monde se poursuit sous la forme du colonialisme collectif. Les pays libérés sont maintenant exploités selon les méthodes du néocolonialisme.

.../...

3. On assiste à une nouvelle aggravation des contradictions principales de l'impérialisme, qui vont en s'approfondissant avec le passage du capitalisme de monopoles au capitalisme des monopoles d'Etat, c'est-à-dire à une période d'interventions plus nombreuses de l'Etat dans l'économie. L'interpénétration de l'appareil étatique et des monopoles est si étroite qu'il devient de plus en plus difficile de tracer une limite entre les deux sphères. La libre concurrence est remplacée par la lutte des monopoles les plus puissants en vue de la conquête du privilège qui consiste à piller les caisses de l'Etat. Le conflit entre les forces productives et les conditions de productions s'aggrave à un point jamais atteint auparavant. Dans ces conditions, la "politique de la force" doit, conformément aux vœux soviétiques, essuyer un échec.

C'est ainsi que - très sommairement - l'idéologie soviétique se représente la tendance fondamentale, la nature de l'évolution du capitalisme moderne. Contrairement à celles de la crise générale, ses formes paraissent multiples. L'une d'entre elles est l'intégration de l'Europe occidentale. Certes, la tendance vers l'internationalisation de la production et des échanges, qui doit être considérée comme positive en soi car elle crée les conditions matérielles de la future économie mondiale socialiste, est inhérente au capitalisme parvenu à sa maturité et marchant à grands pas vers sa transformation en une société socialiste. Toutefois, dans les conditions capitalistes, cette tendance, qui va dans le sens de l'histoire, est transformée en son contraire, car elle se fonde sur l'asservissement de certaines nations par d'autres et sur l'exploitation des pays peu développés par les pays industrialisés.

C'est sous cet angle que diverses publications soviétiques parues au cours des dernières années traitent des projets d'intégration discutés après la première guerre mondiale. Un trait est commun à toutes ces considérations historiques: elles sont influencées par l'intégration européenne qui a eu lieu après la deuxième guerre mondiale et elles essaient d'insérer ce nouveau processus historique dans le contexte des plans similaires formés entre les deux guerres, afin de tirer des conclusions par analogie, à savoir que

.../...

l'unification des Etats et des peuples européens, en se heurtant aux contradictions notoires inhérentes au capitalisme, ne pourra, elle aussi, qu'échouer au cours de l'actuelle étape de la "crise générale du capitalisme".

Pour donner une image frappante des perspectives d'avenir, Kniajinsky affirme par exemple, dans son livre "Fiasco des plans d'unification de l'Europe" (1958), que les efforts effectués en vue d'un Etat paneuropéen ont abouti à "l'ordre nouveau européen" d'Hitler.

Kniajinsky aussi bien que les auteurs qui le suivent dans cette ligne utilisent comme "clé pour comprendre l'intégration de l'Europe occidentale" la citation bien connue extraite de l'article publié par Lénine en 1915 sur le "mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe". Après avoir qualifié dans cet article la formation des Etats-Unis d'Europe, dans les conditions du capitalisme, d' "impossible" ou de "réactionnaire", Lénine poursuit : "Certes, des ententes provisoires sont possibles entre capitalistes et entre puissances. En ce sens, les Etats-Unis d'Europe sont également possibles comme une entente des capitalistes européens... Dans quel but ? Dans le seul but d'étouffer en commun le socialisme en Europe, de protéger en commun les colonies accaparées, contre le Japon et l'Amérique..." Il s'est exprimé d'une façon encore plus claire dans son ouvrage "L'impérialisme, stade suprême du capitalisme" : "De ce fait, les alliances inter-impérialistes ou ultra-impérialistes ne sont nécessairement, dans la réalité capitaliste, ... que des pauses permettant de souffler entre les guerres, quelle que soit la forme que revêtent ces alliances, qu'elles soient conclues sous forme de coalition impérialiste contre une autre coalition impérialiste, ou sous forme d'alliance générale de toutes les puissances impérialistes. Les alliances pacifiques préparent des guerres et sont engendrées à leur tour, par des guerres; elles se conditionnent mutuellement, donnent naissance à une alternance des formes de lutte pacifique et non pacifique sur un seul et même terrain de relations impérialistes et de rapports réciproques entre l'économie et la politique mondiales". L'objectif que, selon ces termes, le socialisme doit atteindre est donc constitué par les Etats-Unis du monde et non par des formes régionales d'union entre Etats, telle que les Etats-Unis d'Europe.

.../...

## II. L'analyse communiste des traités de Rome

La conception exprimée par Staline en 1952 dans "Problèmes économiques du socialisme en Union soviétique", a sans aucun doute exercé également une influence essentielle sur la doctrine. Staline, qui - comme le rapporte Djilas - jugeait irréalistes les unions douanières, était d'avis que la lutte des pays capitalistes pour la conquête des marchés et leurs efforts en vue d'évincer les concurrents primaient dans la pratique les contradictions existant entre les camps capitaliste et socialiste, et que les guerres entre les pays capitalistes étaient de ce fait inévitables .

Il va de soi qu'une appréciation objective du Marché commun ne pouvait trouver place dans cette conception idéologique. Le Marché commun dérangeait l'harmonie du schéma d'évolution préconçu et était pour cette raison démasqué comme une tentative infâme de la bourgeoisie en vue de déguiser les contradictions entre les États capitalistes.

Un exemple marquant de ce genre d'analyse des processus historiques est constitué par les dix-sept thèses qui ont été élaborées et publiées en 1957, à Moscou, par "l'Institut de l'économie mondiale et des rapports internationaux" en tant que commentaires sur la signature des traités de Rome. La Communauté économique européenne est désignée dans ces thèses - ce qui résulterait de la structure monopoliste d'Etat caractérisant l'Occident - comme une entente entre les monopoles en vue d'une lutte commune pour la conquête des marchés, des sources de matières premières et des sphères d'investissement. Elle constitue le fondement de l'O.T.A.N. en militarisant l'économie et est ainsi dirigée par définition contre les pays socialistes. Par la formation d'un bloc fermé, elle sape les relations économiques internationales. Une expansion du marché intérieur n'est certes pas exclue, mais ces avantages éventuels seront pour le moins neutralisés par l'aggravation des problèmes du marché, résultant de la contradiction entre les possibilités de production et la demande monétaire trop faible. La concentration de plus en plus poussée permet aux monopoles d'agir dans une mesure accrue contre les intérêts de la classe ouvrière dans les domaines économique, social et politique. Réduction des salaires effectifs, harmonisation à un niveau inférieur,  
.../...

accroissement du chômage, augmentation des impôts et réduction des droits politiques, telles sont les conséquences prévisibles de cette politique. L'association des Etats africains substitue le colonialisme collectif au colonialisme national. Sur le plan international, la dépendance d'un certain nombre de pays de l'Europe occidentale par rapport aux Etats-Unis et également, en fin de compte par rapport à l'Allemagne occidentale qui aspire à l'hégémonie en Europe occidentale, se trouve renforcée, cependant que la souveraineté nationale et les droits des Parlements nationaux sont limités.

Se fondant sur de telles perspectives, les auteurs des thèses estimaient hautement improbable la mise en oeuvre des mesures prévues pour la création du Marché commun. Même dans l'hypothèse d'une réalisation complète de ces mesures, on n'aboutirait ni à la formation d'un territoire économique européen uniforme, ni à la modification du caractère du capitalisme européen.

Cette sombre analyse de l'avenir promis à l'intégration européenne se fondait entièrement sur la situation donnée à l'époque, qui était caractérisée sans aucun doute par une série de circonstances défavorables : la plupart des pays de l'Europe occidentale n'étaient pas encore revenus à la convertibilité, les mouvements des capitaux internationaux étaient encore assujettis à des restrictions strictes, des droits de douane et les restrictions quantitatives entravaient les échanges de façon sensible. De plus, les vives controverses sur l'institution d'une grande zone de libre échange et finalement la création d'une petite zone de libre échange en réplique du Marché commun ne donnaient pas une image particulièrement convaincante de l'unité de l'Occident. Les idéologues soviétiques en concluaient que la C.E.E. avait aggravé les contradictions existantes au lieu de les supprimer, et que la signature des traités de Rome avait porté un coup sévère à l'unité atlantique.

.../...

Cette conception idéologique a déterminé essentiellement l'attitude officielle du parti à l'égard du Marché commun pendant les années suivantes. Le programme approuvé le 31 octobre 1961 par le P.C.U.S. reprend en formules stéréotypées les idées contenues dans les 17 thèses :

"La contradiction principale du monde actuel, la contradiction entre le socialisme et l'impérialisme, ne supprime nullement les contradictions profondes qui déchirent le monde capitaliste. Les blocs militaires agressifs constitués sous l'égide des Etats-Unis passent d'une crise à l'autre. Les organisations monopolistes d'Etat internationales, dont le mot d'ordre est "unification" et "atténuation" des problèmes du marché, représentent en fait des formes nouvelles de la répartition du marché mondial capitaliste et deviennent des foyers de frictions et de conflits graves".

La réalisation rapide de l'intégration et son importance économique et politique pour l'Union soviétique ne sont toutefois pas passées inaperçues des spécialistes chargés de suivre l'évolution du Marché commun. Une vue plus réaliste a commencé à se faire jour peu à peu au cours de différentes conférences spécialisées. C'est ainsi qu'au cours d'une réunion qui a eu lieu au début de 1959 à l'"Institut de l'économie mondiale et des rapports internationaux", à Moscou, il a été soutenu ouvertement que le "groupement monopoliste d'Etat" des pays du Marché commun était devenu un facteur essentiel des relations économiques et politiques internationales; bien que le capitalisme ne soit pas en mesure, au stade actuel de son développement, de résoudre les problèmes nationaux et sociaux des peuples de l'Europe occidentale, on ne devrait pas en déduire que toutes les formes de l'intégration de l'Europe occidentale soient vouées à l'échec.

C'est la publication, dans la Pravda du 23 mai 1962, de l'article d'Arzumanian intitulé "Une nouvelle phase de l'intégration européenne", qui a marqué le véritable passage à la conception réaliste. Arzumanian confirmait dans l'organe du parti la conclusion à laquelle il était lui-même parvenu dès 1960, à savoir que le Marché commun est sans aucun doute une réalité politique et économique. Peu de temps après, Khrouchtchev intervenait personnellement dans la discussion et exposait à différentes

.../...

occasions dans quelle direction la campagne contre le Marché commun devait être orientée. Il a qualifié la C.E.E. d'oeuvre des adversaires de relations commerciales normales avec l'Est, il a mis en garde les pays africains contre l'association risquant de compromettre l'indépendance qu'ils venaient de conquérir et a brossé pour les petits Etats européens, notamment les pays neutres un tableau des dangers que la C.E.E. représente pour leur indépendance et leur souveraineté. Les interventions de Khrouchtchev ont incontestablement fait du Marché commun un succès "journalistique" en Union soviétique, car l'ensemble des quotidiens et de la presse spécialisée, y compris les gazettes locales, a pris part à la polémique. L'hebdomadaire officiel du parti, "Le journal économique", s'est occupé pendant des mois, dans une chronique paraissant régulièrement et intitulée "L'intégration de l'Europe : unification ou scission ?", des différents aspects de la C.E.E. et a fourni au lecteur doté de sens critique un tableau assez complet de l'intégration. La revue mensuelle "Economie mondiale et relations internationales" a publié une nouvelle rubrique "Intégration et monde actuel", qui paraît toujours régulièrement.

Le résultat provisoire de cette discussion a été résumé dans les 32 thèses sur le Marché commun, publiées à la fin du mois d'août 1962 dans la presse soviétique. Les succès économiques du Marché commun sont décrits dans ce document d'une façon tellement impressionnante qu'il convient de citer dans l'original les phrases qui s'y rapportent : "L'application du traité de Rome, qui a lieu dans les conditions de l'aggravation de la lutte concurrentielle dans le Marché commun, a contribué à l'accroissement des investissements, a accéléré la modernisation des entreprises, a entraîné une certaine transformation économique et d'organisation des monopoles. L'abaissement des barrières douanières a stimulé le passage à une production plus en série. Le Marché commun n'est pas simplement la somme arithmétique des marchés nationaux des pays qui font partie de la Communauté économique européenne. Même sous ces formes capitalistes monstrueuses, l'intégration économique peut donner une impulsion à l'augmentation de la production, du commerce intérieur et extérieur".

.../...

Dans le domaine social également, les idéologues soviétiques se sont vus obligés de rectifier sous une forme voilée leurs pronostics erronés dans le cadre d'attaques de longue haleine dirigées contre "l'Europe des trusts". On déclare que malgré la pression exercée par les monopoles, la classe ouvrière a pu obtenir dans un certain nombre de pays, dans les conditions de l'accroissement de la production industrielle, des augmentations de salaires, au prix d'une lutte acharnée.

Ces 32 thèses ont constitué la base de la conférence des experts économiques communistes représentant 23 Etats, qui s'est tenue à Moscou au début du mois de septembre 1962. Les appréciations réalistes et doctrinaires sur la C.E.E. se sont violemment opposées au cours de cette conférence. Cette confrontation a eu pour conséquence la révision de certains points âprement défendus jusqu'ici. Le Marché commun est désormais reconnu comme une réalité économique nouvelle, qui n'aurait pu voir le jour avant la deuxième guerre mondiale; il a été accepté comme une réponse constructive aux succès du système socialiste, on a bien voulu concéder qu'il ne représentait pas seulement une somme de marchés, mais une union économique susceptible d'entraîner une expansion qualitative du marché. On a également découvert des erreurs dans les analyses effectuées jusqu'ici sur les rapports entre les Etats de l'Europe occidentale et les Etats-Unis. Ce fut une erreur de croire que le Marché commun était le résultat d'un arrangement politique entre les Etats-Unis et l'Allemagne occidentale; il s'agit au contraire d'une modification des rapports de forces, permettant aux Etats européens d'adopter une attitude plus hardie. Dans un des articles soviétiques les plus récents sur ce thème, publié il y a quelque temps dans la Pravda, la thèse d'une dépendance durable de l'Europe occidentale par rapport aux Etats-Unis d'Amérique était condamnée comme une hérésie à la fois trotskyste et stalinienne.

Les accrocs à la thèse doctrinaire ont été cependant déterminés moins par les spécialistes soviétiques que par les représentants des partis communistes des pays de l'Europe occidentale et orientale. C'est ainsi que les Communistes italiens ne pouvaient se permettre une condamnation dogmatique de la C.E.E., comme l'aurait voulu Moscou, car aucun pays

.../...

de la Communauté n'a davantage bénéficié des effets favorables du Marché commun que l'Italie. C'est pourquoi ils ont soumis à la conférence un document dans lequel ils s'élevaient contre les efforts tendant à fonder essentiellement l'opposition au processus d'intégration sur l'espoir d'un effondrement soudain de la production dans certains grands secteurs économiques; car l'intégration a provoqué, somme toute, une expansion considérable de la production et a atténué, de ce fait, l'apparition et les effets des crises structurelles dont étaient affectées certaines branches de la production. Le Marché commun possède une vitalité remarquable et il a créé une situation objective que l'on ne peut éliminer sans entraîner de lourdes conséquences. Il a été en outre réalisé en raison d'exigences réelles, conditionnées par le développement des forces productives. Certes, dans la lutte menée contre le Marché commun, le mouvement ouvrier international ne doit pas perdre de vue qu'une internationalisation véritable de la vie économique n'est possible que sous le socialisme; mais même avant la réalisation du socialisme dans le monde entier, des progrès essentiels pourraient être accomplis dans l'intérêt de la majorité des peuples, grâce au développement des forces productives, pourvu que s'instaure dans le monde un climat de coexistence pacifique.

Par ailleurs, certains pays de l'Europe orientale craignaient de perdre des débouchés importants et des sources de devises du fait de la politique appliquée par la C.E.E. Dès le début de la campagne soviétique contre le Marché commun, l'économiste polonais Oskar Lange a confirmé, et c'est là un fait significatif, que malgré son caractère "réactionnaire", la C.E.E. a permis, par suite de la concentration de la production et de la centralisation des capitaux, d'augmenter la productivité du travail et de réduire les coûts de production.

C'est également à la demande du parti ouvrier polonais qu'a été convoquée la session de juin du Comecon, où furent discutés pour la première fois in extenso les effets du Marché commun. Le fait que Khrouchtchev se soit occupé personnellement dans un article publié dans le "Communiste" de l'intégration de l'Europe occidentale montre combien la situation était jugée sérieuse. Khrouchtchev constatait que les

.../...

dirigeants du monde occidental ont partiellement réussi, en dépit de toutes les contradictions qui existent entre eux, à créer des associations internationales et à coordonner dans certaines branches importantes, même si ce n'est que d'une façon imparfaite, la coopération économique sur le plan international. Les raisons de ce succès résident, à son avis, dans la tendance objective à l'internationalisation de la vie économique, dans la crainte qu'inspire la compétition pacifique avec les pays du système socialiste et dans l'essor du mouvement de libération nationale dans les pays peu développés. Après avoir montré le danger qu'il y aurait à ignorer la puissance de l'adversaire et à ne pas apprécier à leur juste mesure les plans et les actes des champions de l'intégration européenne, il a déclaré textuellement : "Les Communistes luttent contre les tentatives d'utiliser le Marché commun et autres associations similaires en vue de préparer une nouvelle guerre, d'intensifier la course aux armements et d'exercer une pression économique et politique sur d'autres pays, notamment sur les jeunes Etats nationaux en voie de développement. Nous avons démasqué les conséquences dangereuses de l'intégration capitaliste pour les masses laborieuses et nous continuerons à le faire. Mais en même temps nous tenons compte des tendances objectives à l'internationalisation de la production qui sont à l'oeuvre dans le monde capitaliste, et nous élaborons en conséquence notre politique et nos mesures économiques. Dans ce contexte la question se pose de savoir si la coopération économique et la compétition économique pacifique sont possibles non seulement entre les Etats ayant un ordre social différent, mais également entre leurs associations économiques. Nous sommes conscients du danger que dissimulent les efforts des milieux impérialistes pour utiliser les avantages de l'intégration de l'Europe occidentale en vue de constituer des groupements économiques internationaux fermés à caractère agressif. Cette politique de l'Occident élève des barrières sur la voie qui mène au développement des échanges mondiaux et de la coopération entre les associations économiques des deux systèmes. Par contre, les Etats socialistes renouvellent leurs propositions tendant à l'extension des relations commerciales internationales entre les pays appartenant à des systèmes opposés".

.../...

### III. L'attitude des Etats du bloc oriental à la lumière de leurs intérêts commerciaux

On peut tirer de ce exposé les conclusions suivantes : en premier lieu, les propositions de Khrouchtchev relatives à la coopération avec les Etats occidentaux non seulement en matière de commerce mais également en matière de production, propositions qui vont assez loin, montrent que le recours au potentiel économique occidental revêt, malgré l'affirmation réitérée du contraire, une importance fondamentale pour le progrès de l'économie soviétique.

En second lieu, la possibilité évoquée par Khrouchtchev d'une coopération entre les associations économiques équivaut à une reconnaissance de facto de la C.E.E. Khrouchtchev n'aurait certainement pas été forcé d'adopter cette attitude si l'Union soviétique pouvait renoncer sans grand dommage aux échanges commerciaux avec les pays de l'Europe occidentale. L'insuccès du test avec la France est l'un des facteurs qui l'ont convaincu de la solidarité des six pays : les négociations entre l'Union soviétique et la France sur le renouvellement de l'accord commercial ont été interrompues vers la mi-juin 1962, l'Union soviétique ayant exigé que la France lui applique la clause de la nation la plus favorisée, ce qui est en contradiction avec le traité C.E.E. L'accord a été conclu par la suite, mais les divergences de vues fondamentales sur l'interprétation de la clause de la nation la plus favorisée ont été laissées de côté.

En fait, les relations commerciales avec l'Europe occidentale constituent l'un des principaux thèmes de la campagne soviétique contre le Marché commun. Dès 1959, les craintes de voir la réalisation des traités de Rome créer des conditions défavorables pour l'écoulement des produits en provenance des pays socialistes et freiner le développement des relations commerciales entre le camp socialiste et la C.E.E. ont été exprimées au cours de la réunion des experts à Moscou et l'on a souligné expressément que la politique de l'Union soviétique et du Comecon sur le plan du commerce extérieur doit tenir compte de l'existence du Marché commun. Il est significatif que la première amorce d'une attaque officielle contre la C.E.E. se trouve

..../...

dans un discours prononcé à Osaka, en 1961, par M. Mikoyan, ministre soviétique du commerce extérieur. Dans les 32 thèses de 1962, les problèmes des échanges internationaux occupent également une large place. Ces thèses ont été incontestablement formulées sous l'impression de la suspension des négociations commerciales soviéto-françaises, comme le montrent les phrases suivantes : "L'intégration est une tentative de l'impérialisme de restreindre l'indépendance des divers Etats dans le commerce avec l'U.R.S.S. et les autres pays socialistes, d'organiser une action concertée dans le commerce extérieur contre le camp socialiste, afin de lui porter préjudice par une politique commerciale de discrimination. C'est ainsi que les blocs commerciaux fermés deviennent des instruments de la guerre économique de l'impérialisme contre le socialisme".

L'argumentation des Etats du bloc oriental et de l'Union soviétique n'est pas pure invention, elle est fondée sur des données parfaitement réelles; il suffit pour s'en convaincre de considérer brièvement les relations commerciales de l'Union soviétique avec les autres Etats du bloc oriental d'une part, et avec la C.E.E. d'autre part 50 % des transactions entre le Comecon et la C.E.E. reviennent à l'Union soviétique. On peut constater en même temps une forte et croissante concentration géographique des courants d'échanges du bloc oriental sur un petit nombre de pays de l'Europe occidentale. Près de 50 % des échanges globaux du bloc oriental avec l'Europe occidentale reviennent à la République fédérale, à la France, à l'Italie et à la Grande-Bretagne. Cette concentration est encore plus forte si l'on ne considère que l'Union soviétique. En outre, les échanges de l'Union soviétique avec le Marché commun (certes avec des volumes notablement moins élevés) ont accusé au cours des cinq dernières années, un accroissement en pourcentage beaucoup plus important que ses échanges avec les Etats du Comecon. La part de la C.E.E. dans les échanges soviétiques avec les pays non communistes a également accusé un accroissement important : elle dépasse aujourd'hui 25 %. Pour les autres Etats du Comecon, cette proportion est souvent encore plus élevée : en ce qui concerne la Hongrie, elle représente plus du tiers, la Roumanie 45 % environ et la zone soviétique d'occupation en Allemagne (y compris le commerce inter-zones) 50 %.

.../...

Par ailleurs, la part de l'Union soviétique dans l'ensemble des échanges de la C.E.E. peut être considérée comme marginale : elle n'est que le 1,4 % environ. La part des Etats du Comecon dans leur ensemble se situe aux alentours de 3,5 %. Même en faisant abstraction des échanges intérieurs de la C.E.E., c'est-à-dire en considérant la C.E.E. comme une entité, ces pourcentages n'accusent qu'une faible augmentation, passant respectivement à 2,4 et 5,5 %. Compte tenu de ces chiffres, on ne peut s'étonner que l'interruption des négociations en vue de l'adhésion de la Grande-Bretagne soit apparue aux Etats du bloc oriental comme un don du ciel; en effet, avec l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun, qui était déjà acceptée comme un fait accompli, dans les 32 thèses, plus d'un tiers des importations soviétiques globales en provenance du monde non communiste aurait concerné la Communauté ainsi élargie.

Les incidences de la C.E.E. apparaissent encore davantage si l'on répartit l'ensemble des échanges en fonction des diverses catégories de produits. La structure des échanges entre le bloc oriental et la C.E.E. est identique à celle des échanges entre les pays en retard et les pays industrialisés. Les trois quarts des exportations globales du bloc oriental vers la C.E.E. sont constitués par des produits primaires, c'est-à-dire des denrées alimentaires, des carburants et des matières premières. Le reliquat qui se compose de produits finis, se réduit à vue d'oeil. En ce qui concerne l'Union soviétique, cette structure est encore plus prononcée : moins d'un dixième des exportations soviétiques vers l'Europe occidentale porte sur les produits finis. Seules les exportations de la zone d'occupation soviétique en Allemagne et celles de la Tchécoslovaquie se rapprochent de la répartition qui est normale dans le commerce entre pays industrialisés. Mais même dans ce cas, il est impossible de constater la tendance bien connue selon laquelle les échanges de produits s'accroissent en fonction du degré d'industrialisation des partenaires commerciaux.

D'autre part, les produits finis industriels prédominent d'une façon très nette, dans les exportations de la C.E.E. vers le bloc oriental.

.../...

Les incidences de la C.E.E. affectent à des degrés différents les divers Etats du bloc oriental en fonction de la structure de leur commerce. C'est ainsi que la politique agricole commune peut présenter un certain danger pour les exportations de denrées alimentaires des Etats du bloc oriental, surtout de la Pologne pour qui les exportations de denrées alimentaires constituent la principale source de devises.

Dans les exportations soviétiques vers l'Europe occidentale, le pétrole et les produits pétroliers représentent le poste le plus important. En raison de la faiblesse chronique des exportations de l'Union soviétique, encore aggravée par le recul des exportations de denrées alimentaires qui prédominaient autrefois, l'activité soviétique sur le marché pétrolier, revêt une importance accrue d'autant plus que l'énorme expansion de la production pétrolière russe a créé les conditions nécessaires à cet effet. Les importations en Europe occidentale de pétrole en provenance du bloc oriental ont accusé un fort accroissement au cours des dernières années et l'Italie, par exemple, est devenue tributaire du pétrole soviétique dans une proportion dépassant largement le chiffre-limite de 10 %. On ne peut s'attendre à une modification rapide de cette situation mais considérée à long terme, l'évolution ne sera guère favorable au bloc oriental. Dans le Mémorandum sur la politique énergétique que les trois Communautés ont publié l'année dernière, il est dit que le pétrole et le charbon en provenance du bloc oriental seront assujettis, à compter du début d'une période de transition, à un quota global communautaire à fixer annuellement par le Conseil de ministres. Même si la politique énergétique commune ne peut être réalisée d'un jour à l'autre, il n'est guère douteux qu'une attitude commune à l'égard des importations énergétiques en provenance du bloc oriental constituera l'un des premiers points d'accord.

Ces deux exemples suffisent à illustrer la situation des Etats du bloc oriental. On peut se demander quelles sont les contre-mesures que le bloc oriental et notamment l'Union soviétique pourront arrêter dans ces conditions. Il convient de rappeler tout d'abord que les Etats du bloc oriental ont logiquement orienté leurs échanges avec

.../...

dirigeants du capital financier des pays de l'Europe occidentale et des Etats-Unis, acquiert un caractère profondément anti-national, non seulement du fait de son rôle sur le plan économique et de politique intérieure, mais également de celui qu'elle joue dans les relations internationales. En ignorant les intérêts vitaux des masses, en menaçant l'existence de millions d'hommes, l'intégration devient un obstacle sérieux dans la voie qui mène les peuples vers une paix durable et la sécurité. C'est précisément pour cela que la lutte des peuples pour la paix et pour la sécurité, pour la coexistence pacifique et la coopération économique entre pays ayant des systèmes sociaux différents est également une lutte implacable contre l'intégration impérialiste et contre l'Europe des trusts".

Les dirigeants soviétiques veulent, sans aucun doute, mener cette lutte implacable contre l'intégration essentiellement dans le domaine social. A cet égard, un rôle important sur le plan stratégique est réservé aux syndicats. La conférence consultative de la Fédération syndicale mondiale communiste, qui s'est tenue vers le milieu du mois de décembre 1962 à Leipzig, s'est occupée de l'élaboration d'un programme d'action commun. Mais les résultats de cette conférence ont été plutôt maigres par suite des divergences de vues entre les participants. Ces divergences concernaient surtout les questions institutionnelles. Tandis que Saillant, secrétaire général de la Fédération syndicale mondiale communiste, défendait la ligne préconisée par Moscou et s'opposait à la création d'organisations régionales intermédiaires, les communistes italiens et les socialistes de Nenni insistaient sur le point de vue traditionnel et recommandaient l'institution d'un Secrétariat européen, premier pas indispensable eu égard à l'admission ultérieure dans les institutions de la Communauté. Il est intéressant de noter qu'ils ont été appuyés en l'occurrence par les syndicats polonais, qui ont l'intention de proposer une organisation analogue des fédérations syndicales dans le cadre du Comecon. Les exigences d'ordre social formulées au cours de la conférence ont atteint leur point culminant lorsque fut lancée la question d'une représentation des syndicats communistes dans les institutions exécutives, consultatives

.../...

et parlementaires de la C.E.E. Par l'attitude correcte qu'ils ont adoptée pendant la grève des mineurs en France et qui a surpris, les syndicats communistes ont probablement voulu montrer qu'ils étaient parfaitement présentables et que l'on pouvait admettre leur entrée dans les institutions européennes.

En même temps les efforts en vue de convoquer une conférence sur le commerce mondial sont poursuivis. Gromyko a présenté cette proposition en automne dernier à l'assemblée générale des Nations unies et elle a été approuvée entre-temps par le Conseil économique et social. Cette initiative vise également à utiliser, pour la contre-propagande soviétique, les critiques souvent peu solides formulées par les pays en voie de développement à l'égard du Marché commun. L'attitude adoptée par la plupart des pays en voie de développement était jusqu'ici décevante pour l'Union soviétique : en effet, les nombreux appels les invitant à arrêter des mesures contre le Marché commun et à dénoncer les accords déjà conclus n'ont pas trouvé d'écho. Au contraire, les Etats africains et malgache associés ont signé la nouvelle convention. Apparemment, ces pays acquièrent peu à peu la conviction que le système économique communiste n'est pas l'unique voie vers un développement économique rapide.

Une pression croissante est exercée actuellement sur l'Autriche qui, si l'on en juge d'après les liens commerciaux, représente à côté de la Suisse, le pays le plus intégré à la C.E.E. sur le plan économique et qui recherche pour cette raison une formule de coopération plus étroite. La presse soviétique répète avec obstination que l'Union soviétique considèrerait une adhésion de l'Autriche au Marché commun comme un abandon de sa neutralité perpétuelle, la C.E.E. étant une base économique de l'O.T.A.N.

Toutes ces actions n'empêchent pas cependant l'Union soviétique et les pays de l'Europe orientale de rechercher les moyens et les voies qui leur permettraient de conclure un arrangement avec la C.E.E. C'est là leur intérêt vital, comme le montrent les considérations exposées plus haut. Il ne faut donc pas s'étonner si les appels en faveur du développement des relations commerciales entre le Comecon et la C.E.E. sont devenus partie intégrante des déclarations les plus récentes des partis communistes.

---

